

- › Résultats des écoles, des conseils scolaires et de la province
- › Publications
- › Ressources pour les élèves
- › Série de recherches
- › Ressources pour les parents
- › Évaluations nationales et internat
- › Ressources pour les éducatrices et éducateurs
- › Planification de l'amélioration
- › Indicateurs de la qualité en éduca

ouverture de session

Communiqués de presse

[Retour aux communiqués de presse](#)

Les efforts soutenus en littératie réalisés par les écoles et les conseils scolaires de l'Ontario ont porté leurs fruits.

Le 11 juin 2008

Attention : chefs du service de nouvelles et journalistes en éducation

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

L'école secondaire publique Deslauriers de Nepean sélectionnée comme cas de réussite en littératie

EST DE L'ONTARIO, le 11 juin 2008 – De toutes les écoles de la province financées par les deniers publics, l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE) a sélectionné l'école secondaire publique Deslauriers, parmi trois écoles, pour figurer dans le document *Rendement des élèves de l'Ontario – Rapport provincial de l'OQRE sur les résultats du Test provincial de compétences linguistiques, 2007-2008*. Ces écoles se sont distinguées par leur réussite à développer les habiletés en littératie de leurs élèves, comme le prouve l'amélioration des résultats des élèves au Test provincial de compétences linguistiques (TPCL) au fil des années. Dans le rapport, le personnel de l'école secondaire publique Deslauriers explique ce que les données du test ainsi que d'autres données lui ont enseigné au sujet de ses élèves et les approches innovatrices que le personnel utilise pour répondre aux besoins de leurs élèves.

École secondaire publique Deslauriers, Nepean Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

Située à Nepean au sud-ouest d'Ottawa, l'école secondaire publique Deslauriers accueille cette année environ 600 élèves de la 7^e à la 12^e année, représentant plus de 65 différentes ethnies. Une école en pleine croissance, voilà comment on se définit!

À l'école secondaire Deslauriers, on utilise de différentes façons les ressources fournies par l'OQRE. Dans un premier temps, les données sur les résultats, en plus de servir de facteur incitatif, permettent de situer l'école par rapport aux autres écoles du conseil scolaire et à l'ensemble de la province pour ensuite arriver à cibler des domaines plus précis. On a noté, entre autres, qu'il y avait lieu de se pencher sur la terminologie afin d'arriver à établir une certaine uniformité de la 7^e à la 12^e année.

« Comme plusieurs de nos élèves sont au Canada depuis peu, l'école doit tenir compte dans son projet pédagogique des différents niveaux de scolarisation et modes d'apprentissage qui ont fait partie du vécu scolaire de ces jeunes. Il devient donc prioritaire de se donner des

moyens pour faciliter leur adaptation à notre système éducatif dès que possible. » **Jean-Marc Boulet, directeur adjoint**

Aujourd'hui, l'OQRE publie sur son site Web les résultats des écoles et des conseils scolaires au TPCL 2007-2008. Les communautés scolaires de toute la province peuvent voir le résultat de leurs efforts collectifs pour améliorer les habiletés en littératie de leurs élèves au www.oqre.on.ca.

Ces renseignements, ainsi que d'autres détails, sont affichés sur le site Web de l'OQRE, au www.oqre.on.ca.

- 30 -


Pour de plus amples renseignements ou pour prendre rendez-vous pour une entrevue, communiquer avec :

Katia Collette
Agente des communications
416 212-7047
katia.collette@eqao.com

Haut de page

Office de la qualité et de la responsabilité en éducation, 2, rue Carlton, bureau 1200, Toronto (Ontario) M5B
2M9

Téléphone : 1 888 327-7377 • Télécopieur : 416 325-0831

Certaines publications téléchargées dans ce site sont offertes en version Adobe Acrobat PDF .
Ces fichiers seront plus accessibles si vous utilisez le logiciel Adobe Acrobat 6.0.
Vous pouvez télécharger ce logiciel gratuit à partir du site [Web d'Adobe](http://www.adobe.com).

[Questions et commentaires](#)

Renseignements sur les droits d'auteur : © Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2008

Le vendredi 13 juin 2008

Les périls des cours d'écoles

[Caroline Touzin](#)

La Presse

Près du tiers des crimes violents commis par des jeunes à Montréal surviennent à l'école. La majorité des victimes connaissent leur agresseur. Et l'agresseur et la victime appartiennent souvent au même groupe d'âge.

Une forte proportion des infractions relatives aux drogues a aussi lieu sur le territoire de l'école (21 %). Les autres affaires surviennent dans la rue (24 %) et dans les installations de transport public (14 %), principalement au centre-ville ou près des stations de métro Berri-UQAM, Mont-Royal et Honoré-Beaugrand.

Ce sont les principaux constats du Centre canadien de la statistique juridique, qui a publié, hier, une analyse sur la répartition géographique de la criminalité chez les jeunes dans l'île de Montréal.

Alors que la criminalité chez les adultes se concentre dans quelques points chauds, dont le centre-ville, celle des jeunes se répartit en de nombreux « noyaux restreints », ont indiqué les analystes.

Plusieurs de ces « noyaux » correspondent à l'emplacement d'une école secondaire (27 %) ou, dans certains cas, à d'autres établissements publics comme les centres jeunesse. « Presque tous les arrondissements ciblés par la Ville de Montréal pour prévenir l'adhésion aux gangs de rue sont des endroits à forte densité de crimes, confirme cette étude », selon Clément Laporte, coordonnateur du Centre d'expertise sur la délinquance des jeunes et les difficultés du comportement au Centre jeunesse de Montréal.

Ainsi, Montréal-Nord et Saint-Michel font partie des cibles de la Ville. Or, le secteur du sud-ouest, théâtre de plusieurs crimes, ne figure pas parmi les arrondissements ciblés. « D'après cette étude, il se passe quelque chose là. On doit se poser des questions », a ajouté M. Laporte. La police de Montréal a d'ailleurs démantelé un gang de rue majeur ce mois-ci dans ce secteur de la ville.

Les armes sont utilisées dans une même proportion par les jeunes (22 %) que les adultes lors de crimes violents. Toutefois, la proportion d'incidents de violence où une arme est présente est plus faible dans les lieux publics où la surveillance est importante que dans les immeubles commerciaux (36 %), les stationnements (29 %), les immeubles à appartements (27 %) et les rues, routes ou parcs (26 %).

Les principaux crimes de violence commis à l'école sont les voies de fait et les menaces. Dans les écoles montréalaises, l'arme la plus souvent utilisée est le couteau ou tout autre objet contondant.

Crimes de gangs

Près d'un jeune criminel sur trois agit en gang, comparativement à moins d'un adulte sur dix. Lorsqu'un crime est commis en gang, la probabilité qu'une arme soit utilisée est beaucoup plus forte. « Les jeunes sont les premières victimes de leur violence », souligne Clément Laporte, du Centre jeunesse de Montréal. En effet, dans près de la

moitié des affaires où l'auteur est âgé entre 12 et 17 ans, leurs victimes sont du même âge.

Bonne nouvelle : Montréal affiche un taux de criminalité chez les jeunes inférieur à la moyenne canadienne et à la moyenne québécoise. Par contre, la proportion d'adolescents inculpés dans des affaires relatives aux drogues est plus élevée qu'ailleurs au pays. Ainsi, 70 % des jeunes appréhendés à Montréal pour une affaire de drogues ont été inculpés, par rapport à 31 % pour l'ensemble du Québec. La possession de cannabis constitue les deux tiers des infractions. Cela s'explique, entre autres, par certaines pratiques policières et l'administration de la justice qui varient d'une province à l'autre.

Attention à l'équation «pauvreté dans un quartier égale davantage de criminalité», préviennent les analystes. Les caractéristiques socioéconomiques du quartier, à elles seules, n'arrivent à prédire qu'une faible proportion de la criminalité chez les jeunes à Montréal, écrivent-ils. Toutefois, la présence d'une école secondaire, le zonage commercial et l'éducation sont des facteurs qui ont une légère influence, tant pour les crimes violents que pour les crimes contre les biens.

L'étude a été faite à partir des statistiques sur la criminalité de la police de Montréal. La police de Montréal a refusé de commenter, hier, préférant prendre plus de temps pour analyser les résultats de l'étude.

Le jeudi 12 juin 2008

De plus en plus de femmes dans l'enseignement

Carl Thériault

Le Soleil

Collaboration spéciale

Rimouski

L'entrée sur le marché du travail de nouvelles générations d'enseignants a accéléré la féminisation de la profession. Les enseignantes, qui constituent actuellement les deux tiers de la cohorte des 50 ans et plus du corps professoral, voient ce pourcentage augmenter à 82,5 % chez les moins de 30 ans.

Ce changement entraîne aussi un autre sens pour la vie professionnelle, alors que le travail vient en troisième position dans les valeurs sociales privilégiées par ces recrues... après la famille et les amis, selon une étude menée en 2006 dans les programmes de formation à l'enseignement de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

«Les femmes dans l'enseignement aiment les relations humaines et réussissent bien en éducation, mais elles se retrouvent avec des salaires et des conditions de travail difficiles et moins payées que des informaticiens, par exemple», explique Johanne Fortier, présidente depuis neuf ans de la Fédération de l'enseignement (FSE) de la Centrale des syndicats du Québec dont le congrès se termine aujourd'hui à Rimouski par l'élection d'une nouvelle présidente.

Le prolongement des heures de travail en dehors des heures normales risque de faire peu d'adeptes d'autant plus que le nouveau régime d'assurance parentale accentuerait ce phénomène.

Selon une étude du ministère de l'Éducation réalisée en 2001, la féminisation de la profession se poursuivra jusqu'en 2010, alors que trois professeurs sur quatre seront des femmes.

Les départs massifs de 1996 à 1998 ont provoqué un renouvellement d'une personne sur cinq enseignants à temps plein et de 45 % du personnel à temps partiel.

Toutefois, les premières années de travail de ces jeunes enseignantes sont très difficiles. Seulement 35 % des commissions scolaires ont mis en place des mesures pour accueillir les nouveaux enseignants avec très peu de pratique et de transfert intergénérationnel (mentorat, rencontres d'équipe...). Le taux d'abandon chez les enseignants serait de deux à trois fois supérieur aux autres professions du secteur public.

« On s'en va vers une société des savoirs, mais on ne se préoccupe pas de l'insertion professionnelle des enseignants », a dit Mme Fortier.

Les quelque 150 congressistes de la FSE ont, entre autres, débattu de l'intégration des élèves en difficulté et des enfants handicapés dans les classes ordinaires.

Friday » June
13 » 2008

School board's bus policy not acceptable to councillors

Thulasi Srikanthan

The Ottawa Citizen

Friday, June 13, 2008

Five city councillors called on the Ottawa Catholic School Board this week to review a recent decision that they say leaves some students with longer and potentially more dangerous trips to school.

In a set of moves affecting 22 schools, the board decided last month to reduce bus service for some students. The school board describes the change as eliminating exemptions to a standard policy.

"This was not a change to transportation policy," said David Leach, the board's superintendent of finance and administration. The areas involved had been given exemptions to the regular busing policy due to construction activity or unique features of their neighbourhoods, but now the regular policy is being restored.

The adjustment means that bus transportation will generally be available for junior or senior kindergarten students only if they live more than 800 metres from their schools, for primary-level students who live more than 1.6 kilometres away, and for high-school students who live more than 3.2 kilometres away. Some of the affected schools have had different arrangements for as long as 10 years.

In a letter to the board, the councillors (Jan Harder of Barrhaven, Steve Desroches of Gloucester-South Nepean, Peggy Feltmate of Kanata South, Shad Qadri of Kanata West-Stittsville, and Bob Monette of Orléans) brought up the question of student safety and said the move will leave the city government with a bill.

"I see this as a download on the city of Ottawa and really an abdication of the responsibility of the school board -- which is to provide transportation to the students," said Mr. Desroches.

Ms. Harder said it's terrifying to think of young students having to find their way home in a winter like the one Ottawa just had.

Normally, Ms. Harder noted, councillors don't interfere in school-board decisions, but "we are not going to take this lying down."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

Director bridged transition since merging of school boards

Joanne Laucius

The Ottawa Citizen

Friday, June 13, 2008

Lorne Rachlis leaves the Ottawa-Carleton District School Board a much different place than the one he came to as director of education almost five years ago.

In 2005, the board was in turmoil and under provincial supervision for failing to balance its budget. It faced the unpopular move of closing schools, and hesitating had prevented it from getting the funding it needed to build new ones in the booming suburbs.

The Catholic and French-language boards, which were building new schools, were luring public board students away. At the same time, enrolment was declining and the fight was on for each school board to hold on to and expand its market share.

Into this quagmire, Mr. Rachlis, a former superintendent with the Ottawa Board of Education who had five years as director of education at the Avon Maitland District School Board, was appointed director. He was the third person in a year to hold the key role of steersman to the region's largest school board. By 2007, the job paid just more than \$200,000 a year.

"My job was a bridging job," said Mr. Rachlis yesterday while looking back on his tenure.

Since he took the helm, there had been a mass exodus of senior staff -- as it stands, nine out of 12 superintendents are new. He attracted senior recruits from outside the region and streamlined promotions.

"I had to solidify the team," he said.

Some of the problems facing the board had been hanging on for a long time. The province had forced school boards to amalgamate in 1998. The new board, which merged the Ottawa and Carleton school boards, was having difficulty creating a new culture from two old ones.

It was also struggling with the new fiscal realities. Under the province's new school funding system, Queen's Park collected education taxes and handed them back to the board, which much of the money earmarked for specific purposes. There was little wiggle room, and the pot of money handed over to Ottawa-Carleton kept getting smaller.

Five years later, the outlook for the board has improved.

For the first time since amalgamation, finances are steady. Last year, the board carried a



CREDIT: Pat McGrath, the Ottawa Citizen
Since Lorne Rachlis took over the Ottawa-Carleton District School Board there has been a mass exodus of senior staff. But Mr. Rachlis has since attracted senior recruits from outside the region and streamlined promotions.

deficit into this year. But that has been paid off already. Last month, for the first time in recent memory, trustees passed a staff-recommended budget with no amendments, said Mr. Rachlis. The \$561.3-million budget has \$16.6 more than last year's budget.

In Avon Maitland, which now has 45 schools, Mr. Rachlis had closed nine. Ottawa-Carleton moved to make its own difficult decisions, including closing Torbolton, Fitzroy Harbour and Fitzroy Centennial in West Carleton; J.S. Woodsworth and Laurentian high schools in the west end and Queenswood in Orléans.

New schools are now scheduled to open, including one in the Avalon area of the east end and another proposed for Briarbrook in Kanata.

In 2009, the board will open its first Grade 7 to 12 high school in Barrhaven. The concept, which offers more sophisticated facilities and programs and less disruption for students entering at Grade 7, has already proved popular at the Catholic school board.

This fall, a transportation authority has been set up to harmonizing walking distances and busing policies between the public and Catholic boards. It will give both boards access to additional busing funding and eases a longstanding sore spot between the boards, said Mr. Rachlis.

More change is coming, he said.

The province has pledged full-day four- and five-year-old kindergartens and is the midst of researching how to implement that. A provincial report is due out by the end of the year.

Enrolment at the school board has dwindled from about 75,000 to about 68,000. That is expected to decline for another three more years before the number of children entering kindergarten equal the number of students graduating from high school. Most replacement and growth in the system will be through immigration, a process that will likely mean accommodations for both the newcomers and the existing system, said Mr. Rachlis.

There's no doubt Mr. Rachlis leaves the school board a better place, said board chairwoman Lynn Scott, who has been a trustee since 1994.

"We were able to make the changes we need to make," she said, pointing to the school closings.

Three of those closings happen to be in the area she represents, but she says census figures clearly show that the population in these areas is aging.

"We have pockets of growth and pockets of decline," she said.

"Lorne has assembled a senior staff that has provided us with research and data that has allowed us to make the right decisions."

There have also program changes, including phasing out late French immersion. The program had been on the table since 1998, said Ms. Scott.

"Ten years later, we're there. The board was ready to deal with it."

In a way, it's a good thing that change doesn't happen too quickly in the school system, said Mr. Rachlis.

"You have to make sure your hand is on the next rung before you let go of the old one."

canoe network ... cnews



June 13, 2008

Education vital to native recovery

By LAURA CZEKAJ, SUN MEDIA

Restoring the identity of Canada's aboriginal people will take years of investment by the federal government and the education of the general public, says a Carleton University academic.

Paula du Hamel Yellow Horn, a sessional lecturer with the School of Social Work, has researched the detrimental effects of residential schools and colonization on native people, their families and the aboriginal community.

In light of the federal government's apology to residential school survivors on Wednesday, du Hamel Yellow Horn says the process of healing continues and will require an investment in the "education of resilience."

"It's to restore that Native American paradigm, and to restore it in one huge effort," she says.

MASSIVE EFFORT

She's working on a book to be published in the coming months on deconstructing 500 years of colonization.

In the book, the researcher states that small-scale efforts to address the trauma experienced by natives gets overwhelmed and that what is needed is a massive effort by the government to create a nationwide education resiliency and healing program that targets natives and non-natives.

"We need native education for everyone to know about native people," says du Hamel Yellow Horn.

It needs to be an ongoing, regular education component that informs the public about the identity and history of First Nations people in Canada, she says.

Her work investigates the environmental, social, physical, and mental issues affecting aboriginal youth and factors contributing to resiliency.